

## TITEL 2. — JAARREKENING

**Art. 24.** De jaarrekening, bestaande uit een balans, een resultatenrekening, een samenvattende rekening van de budgettaire verrichtingen en de stand van de thesauriestromen, overeenkomstig artikel 42, 1° van het decreet van 20 december 2011, is als bijlage bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 2021.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 311-1. — Commissieverslag, nr. 311-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.311-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 1 december 2021.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2021/34384]

**2 DECEMBRE 2021. — Décret modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène en vue d'encadrer les procédures de recrutement aux fonctions de direction**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène sont ajoutés les points 20° à 24°, rédigés comme suit :

« 20° Direction générale : fonction de direction comprenant la programmation des spectacles et des activités d'un opérateur, et la coordination de l'ensemble du personnel artistique, technique et administratif;

21° Direction artistique : fonction de direction comprenant la charge de la gestion du projet artistique d'un opérateur;

22° autre direction : toute autre fonction de direction que celles mentionnées sous 18° et 19° comprenant la charge de la gestion d'une équipe au sein d'un opérateur et qui a un pouvoir de décision dans son champ de compétence;

23° candidature conjointe : candidature déposée conjointement par plusieurs personnes physiques en vue d'exercer conjointement une fonction de direction au sens des points 20° à 22°;

24° organe de décision : organe à qui les statuts de l'opérateur confient le pouvoir de désigner les postes de direction. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées à l'article 76/1*

**Art. 2.** A l'article 76/1 du même décret, inséré par le décret du 13 octobre 2016, les mots « Sans préjudice des règles plus strictes prévues par les articles 76/2 à 76/9, » sont insérés avant les mots « Les opérateurs bénéficiant d'un contrat-programme ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions applicables aux directions générales et artistiques*

**Art. 3.** Dans le titre VIIIbis du même décret, inséré par le décret du 13 octobre 2016, il est inséré après l'article 76/1 un article 76/2 rédigé comme suit :

« Art. 76/2. §1<sup>er</sup>. Le mandat de direction générale ou artistique doit être limité dans le temps au sein des structures de services, des lieux de diffusion, des lieux de création, des festivals ou des centres scéniques :

1° bénéficiant d'un contrat-programme d'au moins 400.000 euros, ou

2° bénéficiant d'un contrat-programme d'au moins 200.000 euros et occupant une infrastructure mise à disposition par la Communauté française.

A cet effet, les opérateurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> confient à la personne chargée de leur direction générale ou artistique un mandat qui ne peut dépasser cinq années, renouvelable une fois.

Toute personne dont le mandat a été renouvelé au maximum de ce qu'autorise l'alinéa 2 ne peut se porter candidat pour le même poste qu'au terme d'une interruption d'une durée équivalente à un mandat.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, la personne dont le mandat a été renouvelé au maximum de ce qui est autorisé peut prolonger son mandat jusqu'à l'âge légal de la pension :

1° si la personne concernée atteindra celui-ci au cours des cinq années qui suivent la fin du dernier mandat;

2° sur demande motivée, si la personne concernée est le fondateur ou la fondatrice de l'opérateur et s'il est démontré que les activités de l'opérateur sont intimement liées à la personnalité de celle-ci.

§ 2. Lorsque la personne chargée de la direction générale ou artistique d'un opérateur visé au paragraphe 1<sup>er</sup> exerce en parallèle d'autres activités professionnelles dans le domaine des arts de la scène, le contrat de travail ou de prestation décrit de manière précise les modalités d'articulation entre ces deux fonctions de manière à éviter tout conflit d'intérêt et à garantir la transparence de l'utilisation des moyens alloués à l'opérateur.

Les modalités mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent au minimum :

1° un engagement formel à ne pas utiliser les ressources humaines, matérielles et financières de l'opérateur à d'autres fins que la réalisation du projet de ce dernier;

2° la définition précise, en annexe du contrat, des modalités et volumes maximum d'accueil en résidence, d'apport financier en coproduction et d'achat de représentations réalisés au bénéfice des autres activités professionnelles de la personne chargée de la direction générale ou artistique de l'opérateur. »

**Art. 4.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/2 un article 76/3 rédigé comme suit :

« Art. 76/3. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un mandat de direction générale ou artistique d'un opérateur visé à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup> arrive à son terme, ou lorsqu'il est mis fin à un tel mandat, l'organe de décision établit le profil de fonction en vue de procéder au renouvellement du mandat.

Le profil de fonction mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rédigé de manière inclusive conformément au décret du 14 novembre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles.

Un modèle-type de profil de fonction est établi par les services du Gouvernement et mis à disposition des opérateurs à titre indicatif.

§ 2. La procédure de sélection comporte au minimum :

1° la publication d'un appel à candidatures sur le site de l'administration de la Culture et auprès d'organisations œuvrant pour l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des politiques culturelles, pendant au moins six semaines avant la clôture des candidatures; l'appel précise que des candidatures provenant des deux sexes sont souhaitées;

2° la constitution d'un jury composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes;

3° une audition par le jury des candidats et candidates recevables les mieux classés.

L'opérateur veille à mettre en place des garanties procédurales destinées à éviter les conflits d'intérêts entre les membres du jury et les candidats.

§ 3. Le jury examine les lettres de motivation et les projets artistiques et de gestion des candidatures introduites valablement.

S'il est constaté qu'aucune candidature du sexe le moins représenté n'a valablement été introduite au regard de la procédure de sélection établie par l'organe de décision, la procédure de publicité est prolongée pour au moins quatre semaines avant clôture de l'appel à candidatures. Les candidatures déposées dans le cadre de l'appel initial sont traitées sur un pied d'égalité avec celles déposées dans le cadre de la prolongation.

Après la prolongation visée à l'alinéa 2, la procédure peut se poursuivre conformément aux paragraphes 4 à 6 même en l'absence de candidat recevable du sexe le moins représenté.

§ 4. Le jury procède à un premier classement des candidatures au regard des critères du profil de fonction. Ce classement est motivé de manière précise et circonstanciée.

§ 5. Le jury procède à l'audition des candidats et candidates recevables les mieux classés et adapte, le cas échéant, le classement et sa motivation avant sa transmission à l'organe de décision.

Sauf dans l'hypothèse mentionnée au paragraphe 3, alinéa 3, au moins un candidat ou une candidate recevable du sexe le moins représenté doit être auditionné.

§ 6. Si l'organe de décision décide de s'écarter du classement proposé par le jury, il motive cette décision de manière précise et circonstanciée.

La motivation de la décision de l'organe de décision est communiquée à l'ensemble des candidats et candidates.

§ 7. Pour l'application du présent article, sont considérés comme des candidatures du sexe le moins représenté :

1° les candidatures déposées par une personne du sexe le moins représenté, au jour du lancement de la procédure de recrutement, au sein des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>;

2° les candidatures conjointes majoritairement constituées de personnes du sexe le moins représenté au sens du point 1°;

3° les candidatures conjointes constituées d'un nombre égal de femmes et d'hommes.

Le Gouvernement tient à jour et publie régulièrement, selon les modalités qu'il arrête, les statistiques permettant de déterminer le sexe le moins représenté au sein des fonctions de direction générale ou artistique des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 5.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/3 un article 76/4 rédigé comme suit :

« Art. 76/4. L'organe de décision des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, organise en cours de mandat une procédure d'évaluation des directions générales et artistiques, et, si nécessaire, de mise à jour du projet de gestion ou du projet artistique.

Cette procédure d'évaluation se fait sur la base du profil de fonction et du projet remis lors du recrutement et intervient au plus tôt à la mi-mandat et au plus tard dans les six mois qui suivent l'écoulement d'une période équivalente à 3/5 du mandat. »

**Art. 6.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/4 un article 76/5 rédigé comme suit :

« Art. 76/5. Si la personne chargée de la direction générale ou artistique d'un opérateur visé à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, souhaite renouveler son mandat à son échéance, elle remet à l'organe de décision un nouveau projet mis à jour.

Le projet est analysé au regard du profil de fonction, par un jury composé conformément à l'article 76/3, § 2, 2<sup>o</sup>.

Si, lorsqu'il statue sur la reconduction, l'organe de décision s'écarte de l'avis rendu par le jury, il motive cette décision de manière précise et circonstanciée. ».

**Art. 7.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/5 un article 76/6 rédigé comme suit :

« Art. 76/6. Les opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, mentionnent dans leur rapport annuel d'activités :

1<sup>o</sup> les modalités de formation en gestion des ressources humaines de la personne chargée de la direction générale ou artistique, en précisant si cette formation est obligatoire et de quelle manière elle inclut la dimension de genre;

2<sup>o</sup> les règles, modalités et montants de rémunération de la personne chargée de la direction générale ou artistique, en précisant le nombre d'années d'ancienneté pris en compte;

3<sup>o</sup> le cas échéant, lorsque la personne chargée de la direction générale ou artistique exerce en parallèle d'autres activités professionnelles dans le domaine des arts de la scène, les modalités mises en place pour éviter tout conflit d'intérêt entre les deux fonctions et à garantir la transparence de l'utilisation des moyens alloués à l'opérateur. ».

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions applicables aux autres directions*

**Art. 8.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/6 un article 76/7 rédigé comme suit :

« Art. 76/7. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un mandat de direction autre que la direction générale et artistique arrive à son terme, ou lorsqu'il est mis fin à un tel mandat, l'organe de décision de l'opérateur visé à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, établit un profil de fonction en vue de procéder au renouvellement du mandat.

Le profil de fonction mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rédigé de manière inclusive conformément au décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles.

Un modèle-type de profil de fonction est établi par les services du Gouvernement et mis à disposition des opérateurs à titre indicatif.

§ 2. La procédure de sélection comporte au minimum :

1<sup>o</sup> la publication d'un appel à candidatures sur le site de l'administration de la Culture pendant au moins six semaines avant la clôture des candidatures;

2<sup>o</sup> la constitution d'un jury composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes;

3<sup>o</sup> une audition par le jury des candidats et candidates recevables les mieux classés.

L'opérateur veille à mettre en place des garanties procédurales destinées à éviter les conflits d'intérêts entre les membres du jury et les candidats.

§ 3. Le jury examine les lettres de motivation des candidatures introduites valablement et procède à un premier classement des candidatures au regard des critères du profil de fonction. Ce classement est motivé de manière précise et circonstanciée.

§ 4. Le jury procède à l'audition des candidats et candidates recevables les mieux classés et adapte, le cas échéant, le classement et sa motivation avant sa transmission à l'organe de décision.

§ 5. Si l'organe de décision décide de s'écarter du classement proposé par le jury, il motive cette décision de manière précise et circonstanciée.

La motivation de la décision de l'organe de décision est communiquée à l'ensemble des candidats et candidates. ».

**Art. 9.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/7 un article 76/8 rédigé comme suit :

« Art. 76/8. Les opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, mentionnent dans leur rapport annuel d'activités :

1<sup>o</sup> les modalités de formation en gestion des ressources humaines des personnes chargées d'une autre direction, en précisant si cette formation est obligatoire et de quelle manière elle inclut la dimension de genre;

2<sup>o</sup> les règles, modalités et montants de rémunération des personnes chargées d'une autre direction, en précisant le nombre d'années d'ancienneté pris en compte. ».

#### CHAPITRE 5. — *Du rôle des services du Gouvernement*

**Art. 10.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/8 un article 76/9 rédigé comme suit:

« Article 76/9. § 1<sup>er</sup>. Les services désignés à cet effet par le Gouvernement sont chargés d'accompagner les opérateurs dans la mise en œuvre du présent décret et jouent le rôle d'observateur du bon déroulement de la procédure.

L'accompagnement est systématique à l'égard des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, qui occupent une infrastructure mise à disposition par la Communauté française, qui bénéficient d'un contrat programme d'au moins 1.000.000 euros ou dont les subventions versées par la Communauté française représentent au moins 60% des recettes annuelles. Cet accompagnement systématique consiste :

1<sup>o</sup> en un avis préalable des services du Gouvernement sur le projet de profil de fonction visé à l'article 76/3, § 1<sup>er</sup>, avant sa publication;

2<sup>o</sup> en la présence, sans voix délibérative, d'un membre des services du Gouvernement lors des délibérations du jury visées à l'article 76/3, §§ 3 à 5;

3<sup>o</sup> en la présence, sans voix délibérative, d'un membre des services du Gouvernement lors des délibérations de l'organe de décision visées à l'article 76/3, § 6.

Le Gouvernement peut rendre les modalités d'accompagnement visées à l'alinéa 2 temporairement applicables à d'autres opérateurs en cas de constat de non-respect du présent décret.

Dans les cas non visés aux alinéas 2 et 3, l'accompagnement peut également être réalisé sur demande de l'opérateur concerné.

§ 2. Dans tous les cas, les opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, transmettent aux services du Gouvernement :

- 1° le profil de fonction établi par l'organe de décision conformément aux articles 76/3, § 1<sup>er</sup>, et 76/7, § 1<sup>er</sup>;
- 2° le classement établi par le jury conformément à l'article 76/3, § 5, et 76/7, § 4;
- 3° la décision motivée prise par l'organe de décision conformément à l'article 76/3, § 6, et 76/7, § 5;
- 4° les informations mentionnées aux articles 76/6 et 76/8.

Le Gouvernement et ses services sont tenus au secret professionnel à l'égard des informations qui leurs sont transmises en application du présent décret.

§ 3. Les modèles-type de profil de fonction mentionnés aux articles 76/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et 76/7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, comprennent au minimum des critères de sélection portant sur :

- 1° l'innovation et la recherche en matière de gestion collaborative et de ressources humaines;
- 2° l'attention accordée au bien-être au travail;
- 3° la qualité de la mise en œuvre de la bonne gouvernance.

Lorsqu'ils portent sur une fonction de direction générale ou artistique, les modèles-type mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent en outre des critères de sélection portant sur :

- 1° le renouvellement des formes et des contenus, et la diversification des représentations du monde;
- 2° la contribution à la protection et à la promotion de la diversité culturelle. ».

#### CHAPITRE 6. — *De quelques opérateurs particuliers*

**Art. 11.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/9 un article 76/10 rédigé comme suit:

« Art. 76/10. Pour l'application des dispositions du présent Titre, sont assimilés à des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup> les opérateurs culturels qui ne bénéficient pas d'un contrat-programme en vertu du présent décret mais qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils exercent des activités pouvant être assimilées à celles des structures de services, des lieux de diffusion, des lieux de création, des festivals ou des centres scéniques;
- 2° et bénéficient pour l'exercice de ces activités :
  - a) soit d'une subvention structurelle pluriannuelle de la Communauté française d'au moins 400.000 euros;
  - b) soit d'une subvention structurelle pluriannuelle de la Communauté française d'au moins 200.000 euros et d'une infrastructure mise à disposition par la Communauté française.».

#### CHAPITRE 7. — *De l'évaluation du dispositif*

**Art. 12.** Dans le même titre, il est inséré après l'article 76/10 un article 76/11 rédigé comme suit :

« Art. 76/11. § 1<sup>er</sup>. Un comité d'évaluation des dispositions du présent Titre est institué. Il est composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes et comprend :

- 1° six membres du Parlement;
- 2° cinq experts ou expertes sur les questions de genre dont minimum deux chercheurs ou chercheuses universitaires;
- 3° trois membres des services du Gouvernement, dont :
  - a) un représentant ou une représentante des services en charge de l'Inspection de la Culture;
  - b) un représentant ou une représentante des services en charge des Arts de la scène;
  - c) un représentant ou une représentante de l'Observatoire des Politiques Culturelles.

§ 2. Sans préjudice de la compétence des chambres de concertation concernées, le comité d'évaluation est chargé, tous les cinq ans, de procéder à l'évaluation du présent Titre et en particulier :

- 1° d'évaluer si l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes dans les postes de direction des opérateurs visés à l'article 76/2, § 1<sup>er</sup>, est atteint;
- 2° d'évaluer, en conséquence, si le dispositif établi par le présent Titre en matière d'égalité des sexes doit être adapté. ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions transitoires*

**Art. 13.** Dans le même décret, il est inséré entre les articles 81/1 et 82, un article 81/2 rédigé comme suit :

« Art. 81/2. Les articles 76/2 à 76/10 s'appliquent au renouvellement de contrats de direction qui prennent fin après l'entrée en vigueur desdites dispositions, à l'exception :

1° du § 2 de l'article 76/2 qui s'applique aux contrats en cours à compter du 30 juin 2022;

2° des articles 76/6 et 76/8 qui s'appliquent à partir du rapport d'activités portant sur l'année 2022. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————  
Note

*Session 2021-2022*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 310-1. — Amendement(s) en commission, n° 310-2. — Rapport de commission, n° 310-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 310-4

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2021.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/34384]

**2 DECEMBER 2021. — Decreet tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele podiumkunstensector met het oog op de omkadering van de aanwervingsprocedures voor directieambten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Aan artikel 1 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele podiumkunstensector worden de punten 20° tot 24° toegevoegd, die als volgt luiden:

20° Algemene directie: managementambt dat de programmering van de voorstellingen en activiteiten van een operator omvat, en de coördinatie van al het artistieke, technische en administratieve personeel;

21° Artistieke directie : directieambt dat het beheer van het artistieke project van een operator omvat;

22° andere directie: elk directieambt ander dan dat vermeld onder 18° en 19°, dat het management van een team binnen een operator omvat en beslissingsbevoegdheid heeft op zijn bevoegdheidsgebied;

23° gemeenschappelijk verzoek: verzoek dat gezamenlijk wordt ingediend door meerdere natuurlijke personen met het oog op het gezamenlijk uitoefenen van een directieambt in de zin van de punten 20° tot en met 22°;

24° beslissingsorgaan: het orgaan waaraan de statuten van de operator de bevoegdheid toekennen om directieambten aan te wijzen”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van artikel 76/1*

**Art. 2.** In artikel 76/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2016, worden de woorden “Onverminderd de strengere regels bepaald in de artikelen 76/2 tot 76/9,” ingevoegd voor de woorden “De operatoren die een programmaovereenkomst genieten”.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen van toepassing op de algemene en artistieke directies*

**Art. 3.** In titel VIIIbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2016, wordt na artikel 76/1 een artikel 76/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 76/2. §1. Het mandaat van algemene of artistieke directie moet beperkt zijn in de tijd binnen dienstenstructuren, omroeplocaties, creatieve plaatsen, festivals of centra voor podiumkunsten die:

1° een programmaovereenkomst van ten minste 400.000 euro genieten, of

2° die een programmaovereenkomst genieten van minstens 200.000 euro en gebruik maken van een infrastructuur ter beschikking gesteld door de Franse Gemeenschap.

Te dien einde belasten de in lid 1 bedoelde operatoren de persoon die met hun algemene of artistieke directie is belast, met een mandaat dat niet langer mag zijn dan vijf jaar en dat eenmaal kan worden verlengd.

Personen wier ambtstermijn ten hoogste eenmaal is verlengd, kunnen zich slechts voor hetzelfde ambt kandidaat stellen na een onderbreking van één ambtstermijn.



In afwijking van de leden 2 en 3 kan een persoon wiens ambtstermijn maximaal is verlengd, zijn ambtstermijn verlengen tot het bereiken van de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd:

1° indien de betrokkene dit niveau zal bereiken binnen vijf jaar na het einde van het laatste mandaat;

2° op met redenen omkleed verzoek, indien de betrokken persoon de stichter is van de operator en indien wordt aangetoond dat de activiteiten van de operator nauw verbonden zijn met de persoonlijkheid van die persoon.

§ 2. Wanneer de persoon die belast is met de algemene of artistieke directie van een in lid 1 bedoelde operator tegelijkertijd andere beroepsactiviteiten op het gebied van de podiumkunsten uitoefent, wordt in de arbeids- of dienstverleningsovereenkomst nauwkeurig beschreven hoe deze twee ambten zodanig met elkaar verbonden zijn zodat belangenconflicten worden vermeden en de doorzichtigheid van het gebruik van de aan de operator toegewezen middelen wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde nadere regels omvatten ten minste:

1° een formele verbintenis om de menselijke, materiële en financiële middelen van de operator niet te gebruiken om een ander doel dan de uitvoering van het project van de operator;

2° de precieze omschrijving, in een aanhangsel bij het contract, van de nadere regels en de maximumvolumes van de verblijfsessies, de financiering van coproducties en de aankoop van voorstellingen die worden uitgevoerd ten behoeve van de andere beroepsactiviteiten van de persoon die belast is met de algemene of artistieke directie van de operator.”.

**Art. 4.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/2 een artikel 76/3 ingevoegd, dat als volgt luidt

”Art. 76/3. § 1. Wanneer een algemeen of artistiek directiemandaat van een in artikel 76/2, § 1 bedoelde operator afloopt, of wanneer een dergelijk mandaat wordt beëindigd, stelt het beslissingsorgaan het ambtsprofiel op met het oog op de vernieuwing van het mandaat.

Het in lid 1 bedoelde ambtsprofiel wordt op inclusieve wijze opgesteld overeenkomstig het decreet van 14 november 2021 betreffende de versterking van de vervrouwelijking van de benamingen van beroepen, ambten, graden of titels en betreffende genderneutrale goede praktijken in officiële of formele communicatie.

De regeringsdiensten stellen een model-ambtsprofiel op dat als leidraad ter beschikking van de operatoren staat.

§ 2. De selectieprocedure omvat ten minste:

1° de bekendmaking van een oproep tot kandidatuurstelling op de website van de Administratie Cultuur en bij organisaties die zich inzetten voor de gelijkheid van vrouwen en mannen in het cultuurbeleid, gedurende ten minste zes weken voor de uiterste datum voor kandidatuurstelling; de oproep vermeldt dat kandidaturen van beide geslachten gewenst zijn;

2° de samenstelling van een examencommissie bestaande uit een gelijk aantal mannen en vrouwen;

3° een hoorzitting door de examencommissie van de hoogst gerangschikte in aanmerking komende kandidaten.

De operator zorgt ervoor dat er procedurele waarborgen zijn om belangenconflicten tussen panelleden en kandidaten te voorkomen.

§3. De examencommissie zal de motivatiebrieven en de artistieke en managementprojecten van de geldig ingediende aanvragen onderzoeken.

Indien blijkt dat overeenkomstig de door het beslissingsorgaan vastgestelde selectieprocedure geen geldige sollicitaties van het minst vertegenwoordigde geslacht zijn ingediend, wordt de bekendmakingsprocedure met ten minste vier weken verlengd voordat de oproep tot het indienen van sollicitaties wordt gesloten. Aanvragen die in het kader van de oorspronkelijke oproep zijn ingediend, worden op gelijke voet behandeld als aanvragen die in het kader van de verlenging zijn ingediend.

Na de in lid 2 bedoelde verlenging kan de procedure overeenkomstig de leden 4 tot en met 6 worden voortgezet, zelfs bij afwezigheid van een verkiesbare kandidaat van het minst vertegenwoordigde geslacht.

§ 4. De examencommissie stelt een eerste rangorde van de sollicitaties op aan de hand van de criteria van het ambtsprofiel. Deze rangschikking moet op nauwkeurige en gedetailleerde wijze worden gemotiveerd.

§ 5. De examencommissie hoort de hoogst gerangschikte in aanmerking komende kandidaten en stelt zo nodig de rangorde en de motivering daarvan bij alvorens deze aan het beslissingsorgaan door te geven.

Behalve in het in paragraaf 3, derde lid, genoemde geval, wordt met ten minste één in aanmerking komende kandidaat van het andere geslacht een gesprek gevoerd.

§ 6. Als het beslissingsorgaan besluit af te wijken van de door de examencommissie voorgestelde rangschikking, zal het deze beslissing nauwkeurig en gedetailleerd met redenen omkleeden.

De redenen voor de beslissing van het beslissingsorgaan worden aan alle kandidaten meegedeeld.

§ 7. Voor de toepassing van dit artikel worden als kandidaten van het minst vertegenwoordigde geslacht beschouwd:

1° de kandidaturen ingediend door een persoon van het minst vertegenwoordigde geslacht, op de dag waarop de aanwervingsprocedure wordt aangevat, binnen de in artikel 76/2, § 1, bedoelde operatoren;

2° gezamenlijke kandidaturen met een meerderheid van personen van het minst vertegenwoordigde geslacht in de zin van punt 1°;

3° gezamenlijke kandidaturen bestaande uit een gelijk aantal vrouwen en mannen.

De regering actualiseert en maakt regelmatig bekend, volgens de nadere regels die zij bepaalt, de statistieken die het mogelijk maken te bepalen welk geslacht het minst vertegenwoordigd is in de algemene artistieke directie of ambten van de in artikel 76/2, § 1, bedoelde operatoren.

**Art. 5.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/3 een artikel 76/4 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 76/4. Het beslissingsorgaan van de in artikel 76/2, § 1 bedoelde operatoren organiseert tijdens de duur van hun mandaat een procedure voor de evaluatie van de algemene en artistieke beleidslijnen en, in voorkomend geval, voor de bijwerking van het managementproject of het artistieke project.

Deze evaluatieprocedure wordt uitgevoerd op basis van het bij de aanwerving overgelegde ambtsprofiel en project en vindt ten vroegste halverwege en uiterlijk binnen zes maanden na afloop van een periode gelijk aan 3/5 van het mandaat plaats.

**Art. 6.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/4 een artikel 76/5 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 76/5. Indien de in artikel 76/2, § 1 bedoelde persoon die belast is met de algemene of artistieke directie van een operator, zijn mandaat bij het verstrijken ervan wil verlengen, dient hij bij het beslissingsorgaan een nieuw geactualiseerd project in.

Het project wordt geanalyseerd in het licht van het ambtsprofiel door een examencommissie samengesteld overeenkomstig artikel 76/3, § 2, 2°.

Indien het beslissingsorgaan bij de beslissing over de verlenging afwijkt van het advies van de examencommissie, motiveert het zijn beslissing nauwkeurig en gedetailleerd.

**Art. 7.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/5 een artikel 76/6 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 76/6. De in artikel 76/2, § 1, bedoelde operators vermelden in hun jaarlijks activiteitenverslag:

1° de nadere regels voor de opleiding inzake human resources management van de verantwoordelijke voor de algemene of artistieke directie, met vermelding of deze opleiding verplicht is en hoe ze de genderdimensie in acht neemt;

2° de regels, procedures en bedragen van bezoldiging van de persoon belast met de algemene of artistieke directie, met vermelding van het aantal jaren anciënniteit dat in aanmerking wordt genomen;

3° in voorkomend geval, wanneer de persoon die belast is met de algemene of artistieke directie andere beroepsactiviteiten uitoefent op het gebied van de podiumkunsten, de regelingen die zijn getroffen om elk belangenconflict tussen beide ambten te vermijden en de doorzichtigheid van het gebruik van de aan de operator toegewezen middelen te waarborgen."

#### HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen van toepassing op andere directies*

**Art. 8.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/6 een artikel 76/7 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 76/7. § 1. Wanneer een ander directiemandaat dan dat van algemene en artistieke directie afloopt, of wanneer een dergelijk mandaat wordt beëindigd, stelt het beslissingsorgaan van de operator bedoeld in artikel 76/2, § 1, een ambtsprofiel op met het oog op de verlenging van het mandaat.

Het in lid 1 bedoelde ambtsprofiel wordt op inclusieve wijze opgesteld overeenkomstig het decreet van 14 november 2021 betreffende de versterking van de vrouwelijking van de benamingen van beroepen, ambten, graden of titels en betreffende genderneutrale goede praktijken in officiële of formele communicatie.

De regeringsdiensten hebben een model-ambtsprofiel opgesteld dat als leidraad ter beschikking van de operatoren staat.

§ 2. De selectieprocedure omvat ten minste:

1° de bekendmaking van een oproep tot kandidatuurstelling op de website van de Administratie Cultuur gedurende ten minste zes weken voor de uiterste datum voor kandidatuurstelling;

2° de samenstelling van een examencommissie bestaande uit een gelijk aantal mannen en vrouwen;

3° een hoorzitting door de examencommissie van de hoogst gerangschikte in aanmerking komende kandidaten.

De operator zorgt ervoor dat er procedurele waarborgen zijn om belangenconflicten tussen leden van de examencommissie en kandidaten te voorkomen.

§ 3. De examencommissie onderzoekt de schriftelijke motiveringen van de geldig ingediende sollicitaties en stelt een eerste rangschikking van de sollicitaties op aan de hand van de criteria van het ambtsprofiel. Deze rangschikking moet op nauwkeurige en gedetailleerde wijze worden gemotiveerd.

§ 4. De examencommissie voert een gesprek met de hoogst gerangschikte in aanmerking komende kandidaten en past zo nodig de rangschikking en de motivering aan alvorens deze aan het beslissingsorgaan toe te zenden.

§ 5. Als het beslissingsorgaan besluit af te wijken van de door de examencommissie voorgestelde rangschikking, zal het deze beslissing nauwkeurig en gedetailleerd met redenen omkleeden.

**Art. 9.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/7 een artikel 76/8 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 76/8. De in artikel 76/2, § 1, bedoelde operators vermelden in hun jaarlijks activiteitenverslag:

1° de nadere regels van de opleiding inzake human resources management voor personen die aan het hoofd staan van een andere directie, waarbij wordt gepreciseerd of die opleiding verplicht is en hoe ze de genderdimensie in acht neemt;

2° de regels, nadere regels en bedragen van de bezoldiging van de personen aan wie een andere directie is toevertrouwd, met vermelding van het aantal jaren anciënniteit dat in aanmerking wordt genomen."

#### HOOFDSTUK 5. — *De rol van de regeringsdiensten*

**Art. 10.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/8 een artikel 76/9 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 76/9. § 1. De hiertoe door de regering aangewezen diensten hebben tot opdracht de operators bij de uitvoering van dit decreet te begeleiden en als waarnemers op te treden voor het goede verloop van de procedure.

De begeleiding is systematisch ten aanzien van de in artikel 76/2, § 1, bedoelde operators die gebruik maken van een door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde infrastructuur, die een programmaovereenkomst van ten minste 1.000.000 euro hebben of waarvan de door de Franse Gemeenschap uitgekeerde subsidies ten minste 60% van het jaarinkomen bedragen. Deze systematische begeleiding bestaat uit :

1° een voorafgaand advies van de regeringsdiensten over het ontwerp van ambtsprofiel bedoeld in artikel 76/3, § 1, vóór de bekendmaking ervan;

2° de aanwezigheid, zonder stemrecht, van een lid van de regeringsdiensten bij de beraadslagingen van de examencommissie bedoeld in artikel 76/3, § 3 tot 5;

3° de aanwezigheid, zonder stemrecht, van een lid van de regeringsdiensten tijdens de beraadslagingen van het beslissingsorgaan bedoeld in artikel 76/3, § 6.

De regering kan de in lid 2 bedoelde begeleidende regelingen tijdelijk van toepassing verklaren op andere operators indien dit decreet niet wordt nageleefd.

In gevallen die niet in de leden 2 en 3 zijn vermeld, kan op verzoek van de betrokken operator ook steun worden verleend.

§ 2. In alle gevallen zenden de in artikel 76/2, § 1 bedoelde operators aan de regeringsdiensten:

- 1° het ambtsprofiel opgesteld door het beslissingsorgaan overeenkomstig de artikelen 76/3, § 1 en 76/7, § 1;
- 2° de rangschikking vastgesteld door de examencommissie overeenkomstig de artikelen 76/3, § 5, en 76/7, § 4;
- 3° de met redenen omklede beslissing genomen door het beslissingsorgaan overeenkomstig de artikelen 76/3, § 6 en 76/7, § 5;
- 4° de inlichtingen bedoeld in de artikelen 76/6 en 76/8.

De regering en haar diensten zijn gebonden door het beroepsgeheim ten aanzien van de gegevens die hun ter uitvoering van dit decreet worden medegedeeld.

§ 3. De in artikel 76/3, paragraaf 1, derde lid, en artikel 76/7, paragraaf 1, derde lid, bedoelde modelambtsprofielen omvatten ten minste selectiecriteria met betrekking tot:

- 1° innovatie en onderzoek inzake samenwerkingsmanagement en human resources;
- 2° de aandacht die wordt besteed aan het welzijn op de arbeidsplaats;
- 3° de kwaliteit van de uitvoering van een goed bestuur.

Wanneer zij betrekking hebben op een algemene of artistieke directieambt, omvatten de in lid 1 bedoelde standaardmodellen tevens selectiecriteria met betrekking tot:

- 1° de vernieuwing van vormen en inhouden, en de diversificatie van voorstellingen van de wereld;
- 2° de bijdrage tot de bescherming en de bevordering van de culturele verscheidenheid".

#### HOOFDSTUK 6. — *Over sommige bijzondere operatoren*

**Art. 11.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/9 een artikel 76/10 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 76/10. Voor de toepassing van de bepalingen van deze titel worden culturele operatoren die geen programmaovereenkomst hebben op grond van dit decreet, maar die voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden, gelijkgesteld met de in artikel 76/2, § 1, bedoelde operatoren:

- 1° zij oefenen activiteiten uit die kunnen worden gelijkgesteld met die van dienstenstructuren, omroepcentra, creatieve plaatsen, festivals of centra voor podiumkunsten;
- 2° en genieten voor de uitoefening van deze activiteiten :
  - a) of een structurele meerjarentoelage van de Franse Gemeenschap van ten minste 400.000 euro;
  - b) of een structurele meerjarentoelage van de Franse Gemeenschap van minstens 200.000 euro en een infrastructuur ter beschikking gesteld door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK 7. — *Over de evaluatie van het stelsel*

**Art. 12.** In dezelfde titel wordt na artikel 76/10 een artikel 76/11 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 76/11. § 1. Er wordt een comité voor de evaluatie van de bepalingen van deze titel ingesteld. Het bestaat uit een gelijk aantal mannen en vrouwen en omvat:

- 1° zes leden van het Parlement;
- 2° vijf deskundigen op het gebied van gendervraagstukken, waaronder ten minste twee universitaire onderzoekers;
- 3° drie leden van de regeringsdiensten, waaronder :
  - a) een vertegenwoordiger van de met de Culturele Inspectie belaste diensten;
  - b) een vertegenwoordiger van de voor de podiumkunsten verantwoordelijke diensten;
  - c) een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheid van de betrokken overlegkamers, wordt het evaluatiecomité om de vijf jaar belast met de evaluatie van deze titel en inzonderheid:

- 1° na te gaan of de doelstelling van gelijkheid van mannen en vrouwen in de directie ambten van de operatoren bedoeld in artikel 76/2, § 1, is verwezenlijkt;
- 2° naar aanleiding daarvan te beoordelen of de bij deze titel ingestelde regelingen met betrekking tot de gelijkheid van mannen en vrouwen moeten worden aangepast.



HOOFDSTUK 8. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 13.** In hetzelfde decreet wordt tussen de artikelen 81/1 en 82 een artikel 81/2 ingevoegd, luidend als volgt:  
 "Art. 81/2. De artikelen 76/2 tot en met 76/10 zijn van toepassing op de verlenging van directieovereenkomsten die aflopen na de inwerkingtreding van de genoemde bepalingen, met uitzondering van:

1° paragraaf 2 van artikel 76/2, die van toepassing is op overeenkomsten die op of na 30 juni 2022 van kracht worden;

2° de artikelen 76/6 en 76/8, die van toepassing zijn vanaf het activiteitenverslag voor het jaar 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
 en het toezicht op *Wallonie-Bruxelles Enseignement*,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
 Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

*Zitting 2021-2022*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 310-1. — Commissieamendement(en), nr. 310-2. — Commissieverlag, nr. 310-3. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.310-4

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 1 december 2021.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
 COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/205087]

**1. SEPTEMBER 2021 — Ministerieller Erlass zur Beendigung gewisser im Erlass der Regierung vom 4. März 2021 zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich der Kinderbetreuung (IV) erwähnter Maßnahmen**

Der Minister für Bildung, Forschung und Erziehung,

Aufgrund des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung, Artikel 12 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 20. Juni 2019 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 20. Juni 2019 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 4. März 2021 zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich der Kinderbetreuung (IV), Artikel 20 Absatz 2;

In Erwägung, dass die Entwicklung der Coronavirus (COVID-19) Gesundheitskrise und die damit zusammenhängenden Beschlüsse der Föderalbehörde, die auf Anraten des Nationalen Sicherheitsrates getroffen wurden, die Beendigung gewisser Maßnahmen zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich der Kinderbetreuung ab dem 1. September 2021 ermöglichen,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Ausführung von Artikel 20 Absatz 2 des Erlasses der Regierung vom 4. März 2021 zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich der Kinderbetreuung (IV) endet die in Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses festgelegte Maßnahme mit Wirkung vom 1. September 2021.

**Art. 2** - Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft.

Eupen, den 1. September 2021

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung

L. KLINKENBERG